

*Questions orales*

**M. Mulroney:** Ces résultats sont compatibles avec tout . . .

**Une voix:** Ils n'aiment pas la réussite.

**M. Nystrom:** Et les sondages Gallup, Brian?

**Une voix:** Ils ne supportent pas les bonnes nouvelles.

● (1430)

**M. Mulroney:** Monsieur le Président, je sais que les défaitistes du NPD n'aiment pas les bonnes nouvelles, mais accrochez-vous, car c'est tout ce que vous recevrez du gouvernement actuel.

**Des voix:** Bravo!

**M. Mulroney:** Quant à l'excellente question soulevée par mon collègue au sujet de l'île du Cap-Breton . . .

**M. Nystrom:** Et les sondages Gallup, Brian.

**M. Mulroney:** «Et les sondages Gallup», dit le député. Le NPD a été ébranlé par son échec . . .

**M. le Président:** A l'ordre! Une question supplémentaire.

## LA POSITION DU PREMIER MINISTRE

**M. Dave Dingwall (Cape Breton-Richmond-Est):** Monsieur le Président, le premier ministre va peut-être participer cet après-midi au débat sur la situation économique désastreuse de la région de l'Atlantique. Je parle de l'économie de cette région en particulier. Il faut augmenter les emplois à l'Île-du-Prince-Édouard, en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick.

Pourquoi le premier ministre ne donne-t-il pas suite à la recommandation d'un comité qu'il a nommé lui-même, selon laquelle il faut allouer 600 millions de dollars à la création d'emplois à court terme? Il a nommé une équipe d'hommes de main conservateurs. Pourquoi ne les écoute-t-il pas pour une fois?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, je comprends et j'accepte les remarques de mon collègue au sujet de la région du Cap-Breton, pour laquelle non seulement le gouvernement, mais aussi la Chambre doivent faire davantage. Il s'agit d'une importante région qui n'a pas été touchée par la relance de l'activité économique dans notre pays, dans le cadre de laquelle 416,000 nouveaux emplois ont été créés depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement actuel. Je reconnais que le Cap-Breton n'a pas reçu sa juste part de ces nouveaux emplois, mais croyez-moi, nous ferons en sorte, avec votre aide, que cette région profite de la relance économique comme elle ne l'a jamais fait sous le gouvernement libéral. C'est une certitude.

\* \* \*

## LES SOCIÉTÉS DE LA COURONNE

LA VENTE DE LA SOCIÉTÉ DE HAVILLAND À BOEING—ON DEMANDE DES DÉTAILS SUR LES NÉGOCIATIONS

**M. Ian Deans (Hamilton Mountain):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au président du Conseil du Trésor. Le premier ministre dit que nous ne recevrons à l'avenir que de

bonnes nouvelles. Tout ce que je veux, ce sont des renseignements.

Le ministre a fait savoir, le 3 décembre, que les détails du marché conclu entre de Havilland et Boeing seraient communiqués. Compte tenu de cela, est-il maintenant disposé à faire connaître à la Chambre tous les renseignements pertinents concernant les négociations qui se sont déroulées jusqu'à maintenant entre de Havilland et Boeing pour que la Chambre des communes, qui représente la population canadienne, puisse juger s'il s'agit bien là de bonnes nouvelles?

**L'hon. Robert de Cotret (président du Conseil du Trésor):** Monsieur le Président, cette question a déjà été posée maintes et maintes fois.

**Des voix:** Et on n'y a pas répondu.

**M. de Cotret:** On y a déjà répondu maintes et maintes fois. La réponse est bien simple. Les détails entourant la vente de de Havilland à Boeing seront communiqués selon la façon de procéder habituelle, au moment habituel et à la tribune habituelle.

## LES RENSEIGNEMENTS FOURNIS AUX CHEFS DES PARTIS POLITIQUES PROVINCIAUX DE L'ONTARIO

**M. Ian Deans (Hamilton Mountain):** Monsieur le Président, pourquoi les chefs des trois partis provinciaux ontariens ont-ils été informés des détails de ce marché, renseignements que le ministre refuse de fournir aux députés de la Chambre des communes?

**L'hon. Robert de Cotret (président du Conseil du Trésor):** Monsieur le Président, des questions ont été posées cette dernière semaine et j'ai fourni aux députés tous les renseignements qui sont du domaine public. Je crois donc que les prémisses de la question sont absolument fausses. De plus, cette affaire a fait l'objet d'une journée entière de débat et d'un vote au cours duquel la Chambre a manifesté sa confiance dans l'initiative du gouvernement.

\* \* \*

[Français]

## L'INDUSTRIE

LA PÉTROCHIMIE—ON DEMANDE CE QUE LE GOUVERNEMENT ENTEND FAIRE POUR FAVORISER CE SECTEUR AU QUÉBEC

**L'hon. Jean Lapierre (Shefford):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au très honorable premier ministre. Après avoir pris des engagements solennels envers la pétrochimie québécoise, le gouvernement maintient un silence inquiétant face à la fermeture de deux maillons importants de la chaîne pétrochimique, soit Gulf et BASF, et retarde indûment d'annoncer une solution permanente pour Pétromont et, par ricochet, pour Union Carbide.

Le premier ministre peut-il nous dire si son gouvernement est toujours déterminé à maintenir et favoriser un troisième Centre pétrochimique au Canada, soit à Montréal, et quelles mesures immédiates entend-il prendre pour empêcher le démantèlement de tout le secteur au Québec?